



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ DIDD-2021-N ° 54 du 15 MARS 2021 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société Florentaise
exploitant la carrière située ZA de Bel Air
sur la commune d'Ombree d'Anjou**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles R.516-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-016 du 22 février 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire Générale de la Préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral 10/07/2015 autorisant la société Florentaise à exploiter la carrière située ZA de Bel Air sur la commune de Ombree d'Anjou ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 février 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors du contrôle en date du 16/02/2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la société Florentaise ne dispose pas d'un acte de cautionnement valide au titre des garanties financières prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement pour l'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant qu'il ressort du constat de l'inspection des installations classées que l'exploitant ne respecte pas les dispositions réglementaires prévues, notamment par l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui prévoit que ce l'exploitation d'une carrière est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Florentaise de respecter les prescriptions dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société Florentaise dont le siège social est situé Le Grand Pâtis à Saint-Mars-duDésert (44850), exploitant une installation d'extraction de matériaux (carrière) sise ZA de Bel Air sur la commune Ombrée d'Anjou est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A cet effet, l'exploitant transmettra un acte de cautionnement actualisé valide et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement en transmettant à monsieur le préfet. Les éléments de calculs justifiant l'actualisation seront communiqués simultanément (indice TP01 utilisés, note de calcul et plans associées).

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié à la société Florentaise et publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Ombrée d'Anjou et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie d'Ombrée d'Anjou pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'Ombrée d'Anjou et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire - direction de l'interministérialité et du développement durable - bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 6 - La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de Segré-en-Anjou-Bleu, le maire d'Ombrée d'Anjou, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **15 MARS 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture



Magali DAVERTON